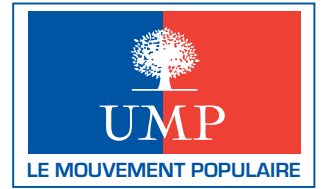


Unis pour notre Haut-Périgord



Bulletin d'expression des militants de la troisième circonscription

L'éditorial d'Alain Lucas :



Le renouveau dans l'action

Chers Compagnons,
Tout d'abord, je remercie très amicalement **Alain Faure** pour toutes les années qu'il a consacrées à défendre (avec l'intensité qui le caractérise) nos valeurs gaullistes au plus près des militants.

Chers Amis, je ne reviendrai pas sur le cortège de difficultés qui ont ébranlé notre mouvement lors des élections de 2008. Nous devons maintenant nous réorganiser et repartir de l'avant.

Il est primordial pour l'avenir de l'UMP en Haut-Périgord, que nous restions unis et mobilisés localement autour des délégués cantonaux et de leurs adjoints que je félicite de leur implication et de l'énergie qu'ils déploient à faire vivre nos convictions sur le terrain. Nous avons renouvelé notre équipe de circonscription autour de **Véronique Raynaud**, une jeune femme volontaire, énergique et combative.

C'est dans cet esprit de renouveau, que nous accueillons notre président départemental, **Jérôme Peyrat** qui saura insuffler à la Dordogne un regain d'espoir, une dynamique voulue et attendue par ceux qui adhèrent à nos valeurs ; à ceux qui croient en la politique de notre gouvernement.

Par ailleurs, à sa suite, je me félicite de l'arrivée de **Patrice Favard**, reconnu par tous pour ses qualités politiques et militantes, et de la reconduction de **Fabien Marty**, au poste de secrétaire départemental adjoint.

Chers Compagnons, en d'autres temps, le **Général DE GAULLE** a dû rassembler les françaises et les français décidés à œuvrer pour redonner à notre pays sa grandeur. Il n'était alors plus question de gauche ou de droite mais d'agir pour la France, seulement pour la France.

Dans le même esprit patriotique, je salue la rapidité d'action et de réaction de notre Président de la République, qui assure le maintien voire le développement d'une certaine image de la France, dans un contexte économique mondial particulièrement difficile, où la morosité et l'incertitude sont entretenues chaque jour par la gauche et relayées par les médias. Immanquablement, cette crise financière est un défi que nous relèverons et notre pays en sortira plus fort.

Pour terminer, je vous rappelle les prochains enjeux électoraux pour lesquels notre union doit être visible : les élections européennes du 7 juin 2009 et la préparation des élections régionales prévues en mars 2010, pour lesquelles les adhérents de l'UMP votent par internet du 16 au 22 mars 2009.

Chers Compagnons, dans l'attente d'une rencontre prochaine lors d'un marché, d'une fête, d'une réunion, ou d'un dîner cantonal, je suis à votre écoute.

Unissons nos forces pour notre Haut-Périgord !

Avec mon fidèle dévouement


LA DORDOGNE DE DEMAIN

Yves Guéna a fondé la Dordogne de Demain, mensuel de nos valeurs et de nos convictions. Chaque mois, il apporte un regard différent, proche de nos idées, sur l'actualité nationale, régionale, départementale et locale. Pour continuer à être diffusée chaque mois, la Dordogne de Demain a besoin de nous tous : adhérents, annonceurs, donateurs.

Engagez un acte militant, indispensable pour la survie de ce journal, en vous abonnant :

Nom et prénom

Adresse

J'envoie un chèque d'abonnement de 12 euros à Dordogne de Demain - 8 rue Thiers - 24000 PERIGUEUX

Notre équipe militante est dynamique, soudée et imaginative !

Véronique Raynaud,

Députée de la 3^{ème} circonscription

L'année 2008 m'a permis aux côtés d'**Alain Lucas** de faire le tour des cantons de notre circonscription afin de **restructurer** le mouvement : élection de vos responsables cantonaux, nomination de leur adjoint. La dynamique de notre équipe s'inscrit dans le sillage de notre Président, Jérôme Peyrat : de l'énergie investie par chacun de nous pour **faire vivre nos valeurs**, chaque jour sur le terrain, pour vous et avec vous.



COMMUNIQUER : Au 21^{ème} siècle, il est vrai qu'internet est le moyen de transmission d'information le plus rapide et le moins coûteux, pourvu que l'on soit équipé dans nos campagnes ! Pourtant, l'on entend très souvent « on ne voit plus personne ! ». La rencontre physique est absolument indispensable pour renouveler son adhésion notamment, effectuer un don : **PRIVILEGIIONS L'HUMAIN**, le contact direct avec les responsables cantonaux. De la proximité de nos relations dépendent l'échange, la communication, la concertation et la possibilité de vraiment dialoguer avec la tête du mouvement.

Notre mission auprès de vous : nous sommes à votre écoute pour commenter l'actualité politique et économique, relayer l'information, animer localement pour convaincre et étendre le réseau des adhérents.

Je sais bien que **militer** en Haut-Périgord est difficile, mais comme l'a rappelé **Nicolas Sarkozy** lors du dernier Conseil National « *Nous ne pouvons pas rester immobiles. Nous ne pouvons pas rester repliés sur nous-mêmes. Nous devons être ouverts, plus encore demain qu'aujourd'hui. Ouverts sur l'avenir, parce que le rôle d'une formation politique, c'est de penser l'avenir et non pas de répéter le passé.* » Ne nous cachons pas, exposons nos points de vue librement, la tête haute car nous sommes fiers des valeurs véhiculées par le Mouvement Populaire.

MOBILISER : Le 30 novembre dernier à Thiviers, Xavier Bertrand nous a dit être « très satisfait de la capacité des militants du Haut-Périgord à se rassembler » pour faire de cette journée LE rendez-vous de notre circonscription. Ensemble, nous organisons la vie militante locale pour ne pas nous retrouver quelques mois seulement avant les échéances électorales. C'est pourquoi, pour nous **motiver** et ensemble faire face, plus gaillards que jamais, à nos détracteurs, vos responsables cantonaux organisent des réunions régulièrement : vous êtes la force de proposition du Mouvement Populaire, alors venez et participez au débat ! De notre union dépendent de prochaines victoires.

ENSEMBLE FAISONS GAGNER LE HAUT-PERIGORD !



Conseil Général : une situation financière en crise

Par Dominique Bousquet
Président du groupe UDD

Bernard Cazeau et son équipe font penser à la cigale de la fable qui a flambé tout l'été et qui se trouve fort dépourvue quand la bise est venue.

La majorité a flambé

L'exécutif départemental dépense sans compter : les charges de personnel sont **en hausse de 50 %** entre 2000 et 2008 et les charges à caractère général en **augmentation de 40 %** entre 2001 et 2008.

Les charges de fonctionnement sont établies à 825 € par habitant contre 767 € pour la moyenne des autres départements.

La majorité a construit sur du sable

Les droits de mutation – par nature soumis aux aléas de la conjoncture – ont doublé entre 2000 et 2008 en passant **de 20 à 40 millions d'euros**.

La situation est aujourd'hui différente en Dordogne !

La conjoncture immobilière est défavorable, les recettes exceptionnelles sont en chute, mais les dépenses elles, ne cessent d'augmenter.

La majorité a endetté le Département

La Dordogne est le **3^{ème} département** le plus endetté de France. En effet, la dette représente en Dordogne **857 €** par habitant contre **344 €** pour la moyenne nationale. Soit plus du double. Chaque année, le remboursement de la dette s'élève pour chaque Périgourdin à **122 €** contre **56 €** pour la moyenne nationale.

La gestion de la dette départementale est caractérisée par une recherche permanente de la quantité au détriment de la qualité. Les seuls intérêts de la dette s'établissent pour 2009 à **17.000.000 d'€** et semblent très largement sous-estimés.

La majorité étrangle les Périgourdins

En 3 ans la majorité a réalisé une prouesse qu'elle passe sous silence.

En 2005, le niveau des contributions directes en Dordogne – niveau certes élevé – était toutefois le plus faible des départements d'Aquitaine.

3 ans plus tard, nous avons doublé tout le monde et nous sommes désormais le département le plus imposé par habitant.

La crise que traverse le département de la Dordogne n'est ni une crise financière, ni une crise institutionnelle ; c'est une crise créée intégralement par les choix néfastes et la gestion hasardeuse de la majorité.



Jérôme Peyrat
Président du Comité Départemental

La 3^{ème} circonscription de la Dordogne est une circonscription qui tient une place particulière dans notre Fédération. Terre de rudes combats et de superbes victoires, elle peut aussi se révéler difficile pour nos idées et pour nos candidats. Celles et ceux qui réussissent en ces lieux connaissent donc – mieux que quiconque – la valeur du travail quotidien, au cœur du terrain. Ils connaissent également toute l'importance de notre réseau militant sans lequel les victoires d'hier et celles de demain seraient impossibles.

Président du Comité Départemental, je souhaite **mettre les militants au cœur de notre action**. Aussi je veillerai à ce que chacune et chacun d'entre vous, dans les 15 cantons de la Circonscription, reçoive en permanence l'appui de la Fédération Départementale. Je souhaite ainsi **définir de nouvelles modalités de travail, de nouveaux axes de réflexion** qui nous rendront plus présents, plus modernes, mieux préparés aux combats qui s'annoncent.

La 3^{ème} circonscription bénéficie à sa tête d'une équipe soudée, performante, enthousiaste, autour d'Alain Lucas, de Véronique Raynaud, de tous les élus et les cadres de notre famille. Je veux également m'appuyer à la Fédération sur une équipe solidaire, une équipe renouvelée, une équipe réactive. Elle sera au service des militants, et je souhaite qu'elle prenne très vite – sous l'autorité du Secrétaire Départemental – des initiatives en matière de formation. Demain, je veux que vous ayez en main des arguments pour expliquer, pour convaincre et pour gagner.

Convaincre et gagner, c'est une de nos missions essentielles. Nous devons pour cela nous appuyer sur une communication améliorée. Une communication avec les médias qui sera basée sur la confiance et la sérénité. Une communication avec vous bien évidemment car, qui plus que vous peut porter au quotidien, dans sa famille, avec ses amis, sur son lieu de travail, la parole de l'UMP ? Je souhaite donc qu'un dialogue régulier et efficace soit instauré dans notre Fédération.

C'est dans cet objectif que je serai **très présent à vos côtés**. Vous le savez, j'ai d'ores et déjà aménagé ma vie professionnelle pour consacrer du temps à la Dordogne. C'était un engagement fort. Je l'ai tenu. Ce temps libéré, je vais le consacrer pleinement à la Fédération mais aussi **à vous rencontrer** directement dans les circonscriptions.

Très vite des échéances importantes vont se présenter : européennes cette année, régionales en 2010, cantonales plus tard. Elles nécessitent une préparation largement en amont de nos candidats. Elles demandent également que vous soyez mobilisés très tôt.

Vous voyez, chers Amis, chers Compagnons, que le programme qui nous attend est riche et ambitieux. **Je sais pouvoir compter sur vous pour, qu'ensemble, nous le réussissions.**



Patrice Favard
Secrétaire départemental

Souvent, en famille, chez des amis, sur mon lieu de travail, on me pose la même question : **« Pourquoi es-tu militant ? »**. La réponse n'est pas aussi facile qu'elle peut paraître. Car au fond, qu'est ce qui nous pousse à donner de notre temps, de notre énergie, de nos moyens, au service de notre famille politique, au service de l'UMP ?

L'exemple me semble t-il d'abord. L'exemple de ceux qui, en Dordogne, nous ont montré la voie. L'exemple de ceux qui ont tout construit pour que, petit à petit, nous puissions gagner des communes, des cantons, des circonscriptions.

Nous n'avons pas le droit de laisser dépérir cet héritage. Notre travail de militants, notre mobilisation permanente doivent se nourrir de ces glorieux exemples.

L'espoir ensuite. L'espoir que, localement, qu'en Dordogne, que sur cette 3^{ème} Circonscription, nous puissions reconquérir le terrain perdu, que nous puissions faire basculer des bastions que l'on dit imprenables. C'est l'espoir qui nous anime, celui de voir triompher nos idées, nos valeurs, nos convictions. Nous savons tous que ces idées, ces valeurs, ces convictions sont bonnes pour la France et qu'elles sont bonnes pour notre territoire du Nord-Dordogne.

L'envie enfin. L'envie de partager des combats, des victoires et parfois des défaites. L'envie de se sentir entouré, porté par un même élan collectif. L'envie d'apporter quelque chose à notre mouvement, une contribution aussi modeste soit-elle, un peu de temps. Cette envie, Véronique Raynaud, votre déléguée de Circonscription, Alain Lucas et tous les cadres de la 3^{ème} Circonscription, l'ont tout autant que vous. C'est votre grande force.

Alors, c'est aussi en vous regardant, en voyant le formidable dynamisme qui parcourt le terrain, en sentant cette cohésion qui vous unit, que je saurais toujours pourquoi je suis militant.

NOUS VOULONS AIDER LES LYCEES À RÉUSSIR LEUR MISSION

La décision de report de la réforme des secondes, à quelques jours des vacances de Noël 2008, a semblé pouvoir être interprétée comme un échec pour le gouvernement et un accroc dans le parcours du Ministre de l'Education Nationale. N'allons peut-être pas trop vite nous tenir pour battus!

PEUT-ON ENCORE REFORMER ?

Xavier Darcos n'avait, dans cette affaire, pas agi à la légère : préalablement à tout projet de réforme, il avait signé avec syndicats et représentants des lycées un protocole dont les engagements constituaient **un cadre de travail serein et productif**. Le projet de réforme des lycées s'y est tenu. Pourquoi alors une telle opposition ? Il y a lieu de croire que, des engagements à leur mise en application, il y a, pour certains, une **marge**.

Difficile surtout pour le PS et ses amis de ne pas saisir l'occasion : on sait ce que représente pour des ministres responsables le fait de voir des enfants jetés à la rue. Il suffit alors d'appuyer là où ça fait mal. La main sur le cœur et le micro détourné de la rue de Solférino où il y a des choses qu'on aimerait faire oublier, ils prétendent s'être tenus à l'écart de toute manipulation. Comme d'habitude ! On les croirait volontiers si les manifs n'étaient le vivier dans lequel le PS puise ses cadres : l'exemple de Bruno Julliard est une belle illustration de l'indépendance des cadres lycéens comme le sont tout autant les liens mis à jour entre la FIDEL et les leaders socialistes ! Quant aux syndicats, considérant comme intolérable le moindre ajustement du nombre des postes, ils ont évidemment saisi une occasion de pousser les élèves sur ce terrain, leur faisant croire une fois de plus que quelques suppressions de poste compromettaient la qualité de l'enseignement et leur avenir ! Et des adolescents inquiets ça bouge évidemment !

LA QUESTION DES LYCEENS

Le plus grave est que cette mauvaise pièce qu'on nous rejoue sans cesse est une nouvelle fois vide de sens. D'abord parce que la réforme a dû être retirée avant... d'être présentée complètement. Ce qu'on en connaissait, comme la nouvelle présentation horaire et le découpage de l'année, ne pouvait que fluidifier les procédures d'orientation et permettre aux lycées de travailler avec plus de sérénité.

L'essentiel est pourtant ailleurs. Si l'on considère, comme l'autorisation à manifester semble le démontrer, que les lycéens sont des citoyens de plein droit, si des

enfants de quinze ans doivent être traités comme des adultes, alors il faut abaisser à 14 ans la majorité civique et considérer le travail au lycée comme un travail salarié de sorte que le fait de faire grève ait un vrai sens et relève d'une vraie responsabilité !

Ce sont là des énormités ? Evidemment ! Sauf que c'est bien le rôle que l'on fait tenir à ces ados ! Mais qui s'en émeut ? Nous parents : non bien sûr ! Nos enfants doivent être « comme les autres ».

Les professeurs ? Ils ne sanctionneront pas plus cette année que les précédentes les lacunes liées à ces semaines passées dans la rue : il y verraient un coup bas !

Aucune enquête sérieuse n'étudie d'ailleurs ce qui s'est passé et comment s'organise la chaîne des manipulations. Les journalistes tendent leur micros aux enfants dans les rues. Mais quand les a-t-on vu poser sérieusement la question des motivations à ces gamins que l'on voit, privés de cours, rôder l'âme en peine dans les rues de nos villes ?

QUELLE REFORME ?

La vraie question est alors celle du mot de « réforme ». Le lycée a besoin de réforme et le Président en a la conviction. Reste à savoir comment : les deux mesures prises sans bruit, réforme de la carte scolaire et suppression du samedi matin prises par **Xavier Darcos** ont sûrement beaucoup plus d'impact que le projet qui vient d'être repoussé. De même que le raccourcissement des études en lycée professionnel.

Il reste donc possible de réformer. Mais comment pouvons nous, à notre place soutenir cette volonté de réformer et créer le climat qui y prépare ?

Il nous faut aussi comprendre **le rôle central des chefs d'établissement**. Le succès de l'enseignement privé a beaucoup dû à l'autonomie qu'on leur a donnée. La question de l'organisation de l'année scolaire de la seconde a été expérimentée de manière très diverse et adaptée aux réalités locales depuis 20 ans dans certains lycées même si l'on n'a jamais formalisé le terme de semestre. Disons que **les proviseurs sont les responsables de l'orientation et laissons les agir** : ils sont de toute façon les vrais maîtres d'œuvre et les arbitres de la procédure.

Mais sachons aussi que leur diagnostic vaut peut-être mieux que toutes les commissions d'appel vers lesquelles nous ne cessons de nous tourner pour contester leurs décisions : en nous opposant sans raison, nous contribuons à installer dans l'impasse des bacheliers dont la mauvaise orientation paralyse le système.

Par Jean-Marie Ségui,
*Délégué cantonal de
Lanouaille*

Composé de dix communes, le canton de Lanouaille compte 5042 habitants.

Les secteurs économiques les plus représentatifs de ce territoire du Haut-Périgord sont l'artisanat qui concerne principalement le bâtiment (maçonnerie, peinture, menuiserie, électricité, travaux publics...) et l'agriculture avec l'exploitation forestière et la filière fruitière.

Le canton est situé à quelques encablures d'axes routiers et autoroutiers importants (à 15 minutes de la région Limousin et de la commune de Saint Yrieix et à 30 minutes de l'autoroute A 20). Cette position géographique est un atout.

Mais ici, comme ailleurs, le monde rural peine à attirer de nouveaux chefs d'entreprises et lors de la cessation d'une activité pour un départ à la retraite, les successeurs ne sont pas légions.

Pour autant, ceci ne doit pas être une fatalité et les élus de l'UMP font preuve de dynamisme pour



imaginer des solutions en étant attentifs aux mesures incitatives proposées par les chambres consulaires, les collectivités territoriales et impulsées par le gouvernement (création de zones d'activités, incitations fiscales pour les petites entreprises -moins de 10 salariés- à recruter, faciliter le recours à l'emprunt pour les repreneurs...).

Par exemple, la suppression annoncée de la taxe professionnelle en 2010 (qui sera compensée dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales) donne aussi un signal fort à destination des acteurs économiques pour préserver la compétitivité de nos entreprises et pour défendre nos emplois ; tout comme le plan de relance de l'économie qui décliné à l'échelle de notre département, participera à la réhabilitation et à la modernisation de notre patrimoine local, va accélérer les chantiers, en donnant du travail à nos entreprises locales et en permettant de maintenir et de créer des emplois en Dordogne.

Ensemble, construisons notre avenir et notre territoire de demain.

QUINQUAS : recherche d'emploi, mode d'emploi.



Par Odette Armandie
*Déléguée cantonale
adj. VERTEILLAC*

La fusion ANPE est capitale pour les demandeurs d'emploi : les moyens déployés par l'Etat pour réussir cette réforme sont énormes, plutôt recentrée sur les jeunes. Toutefois, certaines questions viennent à l'esprit lorsque l'on voit autour de soi des personnes, à qui rien ne laissait supposer qu'elles allaient se trouver débarquées par leur entreprise, cette dernière n'ayant plus la capacité de faire face à la machine mondiale. Nos petites entreprises cantonales ne peuvent plus être concurrentielles et conserver des marchés acquis face aux groupes à capitaux mondiaux.

Mais que deviennent les plus de cinquante ans lorsqu'ils sont remerciés et se retrouvent dans la spirale infernale de la recherche d'emploi ? Cette nouvelle condition, tellement subite et qui vous tire inéluctablement vers le bas, très vite, malgré une dépense d'énergie phénoménale pour rebondir et essayer de vous réintégrer dans la vie active.

Depuis la création du pôle emploi (fusion ANPE), un visio-guichet installé dans les locaux de la Communauté de Communes du Verteillacois permet à toutes les personnes

à la recherche d'un emploi d'être en ligne avec un fonctionnaire de ce nouvel organisme, sur convocation de ce dernier, pour faire le point sur sa situation.

Or, les plus de cinquante ans ne manient pas forcément bien l'outil informatique. Même si l'évolution est nette, cet outil fait peur à beaucoup de personnes de notre canton. Je pense à tous ceux qui ont passé toute leur carrière dans une entreprise à effectuer à quelque chose près les mêmes tâches. La crainte de se voir confronté à une machine, de se sentir dépassé, inutile, ridicule face à l'instrument. Un agent de la CCV est là pour établir la connexion avec le fonctionnaire, réaliser la mise en ligne avec les employeurs. C'est une chance supplémentaire de soutien dans les démarches, d'accompagnement face à l'outil moderne pour que l'honneur de la personne ne soit pas frappé de plein fouet.

Avant la réforme, ces personnes devaient se rendre auprès d'un conseiller ANPE, avec qui dialoguer, créer un lien en rapport avec leurs problèmes. L'accueil physique, souvent presque amical, permettait une impression de secret. Désormais, beaucoup ressentent cet aléa de la vie comme un échec : l'accueil en ligne avec un fonctionnaire inconnu est une épreuve de plus.

Cela dit, le résultat sera sans aucun doute plus rapide et plus efficace permettant aux demandeurs d'emplois un nouveau souffle dans leurs recherches pour qu'ils reprennent vite le chemin qui mène au travail.

CONSEIL RÉGIONAL : quelques informations ...



Claudine Le Barbier,
Conseillère Régionale UMP

Créé par les lois de décentralisation de 1982, le Conseil Régional étend ses compétences sur 5 départements (Dordogne, Gironde, Landes, Lot et Garonne et Pyrénées atlantiques).

La région s'étend sur 41300 km².

La région est gérée par une assemblée composée de 85 membres élus au suffrage universel, dont 13 pour la Dordogne. Politiquement, ce sont 2 UMP, 1 Modem, 8 socialistes et 2 verts qui représentent notre département. Ce déséquilibre politique, qui se retrouve dans l'Assemblée Plénière n'est pas source de démocratie, puisque la gauche a de très loin la majorité absolue.

COMPETENCES

Le Conseil Régional intervient dans de nombreux domaines de la vie quotidienne des Aquitains :

*aménagement du territoire, formation professionnelle, apprentissage, construction et entretien des lycées, transports collectifs régionaux (TER) mais aussi culture, sport, aides aux collectivités, agriculture, tourisme. Elle est en particulier depuis 2005, chef de file en matière de développement économique.

BUDGET

Elle est dotée d'un budget propre (1.215.458.200 €) pour 2009, répartis en 534.105.200 € pour l'investissement et 681.353.000 € pour le fonctionnement. Elle emploie 3950 agents (contre 800 il y a 5 ans).

Le budget est alimenté par les impôts directs et indirects payés par les Aquitains et les contributions de l'Etat.

Les taux de la fiscalité directe sont les suivants :

*Foncier Bâti 3,17%

*Foncier Non Bâti 9,31%

*Taxe Professionnelle 3,54%

La région ne perçoit pas de taxe d'habitation.

Quelques remarques sur le budget 2009

La fiscalité directe n'augmente pas en 2009 mais c'est une année pré-électorale (les prochaines élections devraient avoir lieu en 2010). Les taux sont de toute façon supérieurs à la moyenne nationale (77€/hab contre 72€/hab).

Les dotations de l'Etat représentent 36% des recettes, juste derrière la fiscalité, ce qui démontre que contrairement à ce que dit la gauche, l'Etat continue d'aider les collectivités territoriales dans des proportions importantes.

La crise financière et économique va toucher l'Aquitaine déjà fragile en termes économiques. Si la Région soutient la transmission d'entreprise, les entreprises en difficultés et la recherche, les conseillers régionaux UMP estiment qu'il aurait été nécessaire cette année d'augmenter les crédits pour soutenir plus d'entreprises et notamment les TPE, souvent laissées pour compte au profit des grands groupes.

Dans cette configuration, la Dordogne qui compte de très nombreuses entreprises est lésée.

La région s'investit fortement dans des fonds à risque. Les conseillers régionaux UMP demandent si c'est bien le rôle d'une collectivité.

Si la région mobilise des crédits importants pour **les technologies de l'environnement**, les conseillers régionaux UMP constatent que les obligations faites aux collectivités dans ce domaine n'entraînent pas de majoration du taux des subventions, alors qu'il y a un surcoût.

De plus, **les particuliers ne bénéficient que de très peu d'aides directes** pour s'équiper en énergies renouvelables.

Dans le domaine de la **formation professionnelle**. La région consacre plus de 200 millions à la formation professionnelle mais l'adéquation entre les besoins des entreprises et ces formations est-elle réelle ? Les chefs d'entreprises en doutent, il n'y a pas d'évaluation fiable de ces dispositifs.

Aides accordées aux « Pays ». Alors que 2 Aquitains sur 3 vivent dans une zone où existent des pays, les crédits alloués stagnent (11 millions d'€) et restent largement inférieurs à la moyenne nationale (3,4€/hab contre 6€/hab).

Transports : le retard reste très important, notamment en ce qui concerne le matériel roulant. Trop de vieux trains inconfortables circulent encore en Aquitaine et notamment sur les lignes de Dordogne.

Pour toutes ces raisons le groupe UMP n'a pas voté ce budget.



Tarick Dali
Canton de Ribérac

Le Président Nicolas Sarkozy n'a pas dissimulé l'ampleur des difficultés qui allaient marquer 2009. Mais il a aussi affirmé que **la France devait sortir de la crise plus forte qu'elle n'y était entrée**. Aucun paradoxe dans ces propos. C'est ce que font toutes les entreprises confrontées à une baisse

d'activité : elles se restructurent, se redéploient, engagent **les efforts indispensables à leur survie**. A ce prix, lorsque la conjoncture se retourne, elles profitent à la fois du retour de la croissance et des efforts fournis.

C'est très exactement ce à quoi le gouvernement s'attèle. En d'autres termes, **la crise ne doit pas faire renoncer aux réformes engagées depuis bientôt deux ans : elle doit, au contraire, pousser à les accélérer**. Car, dans le même temps, les autres pays, eux aussi, redoublent d'efforts dans les réformes pour ne pas rester au bord du chemin. Les pays qui n'auront pas tiré profit de la crise pour **resserrer la dépense publique et la consacrer uniquement à ce qui est nécessaire**, seront distancés dans la compétition mondiale. Le défi est simple, il faut le relever : la France dépense trop !

Mais les Français ? Que constate-t-on depuis la fin de l'été 2008 ? **Une chute de la production industrielle sur l'ensemble de la planète dont on n'avait jamais vécu une telle brutalité**. Entre autres exemples, pratiquement pas une seule voiture n'est sortie de chaîne entre fin novembre et mi-janvier. Également, depuis la fin novembre, pas un seul chantier de bâtiment n'a été lancé. On pourrait multiplier les exemples.

Conséquence de cette situation, une explosion des **destructions d'emplois** avec pratiquement 250 000 chômeurs supplémentaires depuis le mois d'août, près de 12 % d'augmentation.

Pour enrayer cette spirale, **la responsabilité de chacun est essentielle** et les comportements irrationnels sont très dangereux. Des retraités ou des fonctionnaires, assurés de la stabilité de leurs revenus, renoncent à des dépenses qu'ils souhaitaient engager : vacances, rénovation de logement, achat de voitures, uniquement parce qu'ils ont entendu parler de la crise. C'est totalement absurde et surtout suicidaire. Il faut savoir que c'est en agissant ainsi qu'on provoque la récession et son corollaire, le chômage. Quant à ceux dont l'entreprise continue à fonctionner correctement et qui, simplement parce qu'ils ont entendu parler de crise, renoncent à des dépenses programmées, ils doivent savoir qu'ils fabriquent eux-mêmes leur futur chômage !

La crise est brutale, violente, mondiale. La récession frappe la planète entière et, il faut le savoir, plutôt de façon plus sévère : la France, avec l'Allemagne et l'Italie, est moins frappée que les autres pays les plus développés, notamment les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Irlande qui, eux, subissent de plein fouet les conséquences de la spéculation financière et immobilière. Mais ceci n'est, hélas, qu'une maigre consolation : la chute d'activité est là et bien là. Chacun d'entre nous ne pourra pas la juguler à lui tout seul mais chacun a la responsabilité d'un comportement rationnel. D'autant que certains facteurs de crise ont déjà disparu : le premier d'entre eux, la baisse du pouvoir d'achat consécutive à la flambée des cours des matières premières, n'est plus d'actualité. Les prix des carburants et de l'énergie de chauffage ont chuté de façon spectaculaire. La crise elle-même pousse les industriels à baisser leurs tarifs pour réduire leurs stocks. L'inflation est derrière nous, le pouvoir d'achat s'est remis à progresser. En outre, le recours au crédit finira par coûter moins cher aussitôt que les banques recommenceront à jouer le jeu normal de la concurrence.

C'est donc en continuant à vivre et à consommer normalement qu'on amortira autant que possible les effets de la crise. **Comme l'avait dit le Président de la République, alors candidat en 2007 : la France dépense trop, les Français pas assez !**



De nouvelles compétences pour nos artisans

Jean-Marie Tallon
Délégué cantonal de Saint Aulaye

La prise de conscience n'est pas récente mais la mise en place d'un programme pour y palier est bien réelle et concrète depuis l'arrivée de Nicolas SARKOZY à la présidence de la République, et lors de sa présidence de l'Union Européenne.

L'objectif européen est de réduire de 20% le niveau des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2020 et de porter à 20% la part des énergies renouvelables dans notre consommation finale d'énergie d'ici à 2020. Par ailleurs, la sécurité de l'approvisionnement en énergie est une priorité de l'Union Européenne.

Dans notre canton de Saint-Aulaye, la population semble être sensibilisée au problème climatique car la demande de systèmes de chauffage par des procédés écologiquement propres et surtout économiques connaît une croissance non négligeable.

C'est pour répondre à l'urgence climatique de demain qu'une entreprise de couverture du canton s'est spécialisée dans la pose de photovoltaïque.

La croissance exponentielle du secteur ouvre à nos artisans de nouvelles compétences.

Le solaire est donc très demandé et une nouvelle offre commence à se développer chez nous, principalement auprès de nos amis les agriculteurs : le solaire photovoltaïque.

Il s'agit de produire de l'électricité par le biais de panneaux photovoltaïques et de revendre sa production à EDF, qui achète le kwatt à 0,60 € (sachant que vous l'achetez à peine 0,08 €!).

A terme, nous pourrions réduire le nombre de centrales nucléaires, qui préoccupent tant nos esprits.

THIVIERS : efficacité et réactivité des élus de l'UMP

Par Christophe Bouthier,
Député cantonal de Thiviers.

La gauche accuse **Nicolas Sarkozy**, le gouvernement et les élus UMP, encore et toujours d'inefficacité : nous ne faisons rien pour le développement de notre territoire en matière d'emplois et de création d'entreprise.

Notre député nous a chanté tout le long de sa campagne électorale qu'elle mettrait toute son énergie pour aider la création, le développement et l'installation des entreprises sur notre canton.

Mais aujourd'hui quels sont ses résultats ?

Voici un an que Madame le Député ne fait rien, le seul objectif qu'elle atteigne régulièrement est celui des photographes. Où sont les résultats concrets ?

Soucieux de **dynamiser le tissu économique local et de maintenir le potentiel** de créateurs dans notre région, nos élus du groupe UMP s'investissent pour **promouvoir notre territoire**, aider et renforcer les chances de succès des entreprises, de leur développement à leur insertion dans le tissu économique local.

A la suite d'une réunion « Entreprises » organisée par Michel Augeix (Président de la commission « Entreprises et communication » à la communauté de communes) le 8 décembre 2008, en présence du Sous-Préfet et du Député, un chef d'entreprise local a émis l'idée de construire des bâtiments qui offriraient une

structure d'appui et d'accueil pour de jeunes créateurs d'entreprise.

La « **pépinière d'entreprises** » s'adresse aux **porteurs de projets en cours de création ou aux jeunes entreprises**. La Collectivité pourrait accueillir ainsi divers porteurs de projet en leur offrant un local à moindre coût dans un temps limité pour débiter leur activité. Le projet séduit le Sous-préfet qui rappelle Michel JACCOU et l'informe que, dans le cadre du plan de relance du gouvernement, il dispose de **crédits immédiatement disponibles pour des opérations structurelles dans le domaine de l'économie**.

Aussitôt un dossier est préparé avec les membres de la commission, un terrain ad hoc est pressenti sur la zone d'activités et le projet d'un bâtiment de 600 m² en deux alvéoles naît.

Dans les jours qui suivent, le **Sous-Préfet confirme pouvoir débloquer des fonds européens** (suite à la présidence française de l'Europe) à hauteur de 25% du montant prévu des travaux plus 12.5% de subvention de l'Etat. Après acceptation des élus, le dossier part à la sous-préfecture le 31 décembre 2008 et le 15 janvier 2009, le Sous-Préfet confirme son acceptation.

Ce projet est un exemple de réactivité « à la mode SARKOZY », aussi bien de la part des services de l'état que des élus UMP.



**Renouvellement des cotisations
directement auprès de
votre député cantonal.**



HORAIRES DE LA PERMANENCE

8, rue Thiers à Périgueux

du lundi au vendredi

9h à 12 h - 14h à 17h30

courriel : ump-24@cegetel.net

Tél. : 05 53 35 35 37

**(N'hésitez pas à laisser un message
sur le répondeur, en cas de fermeture)**

**Faites vivre cet espace,
il est à vous !**

Le blog **ump-haut-perigord.com**
est votre support de communication,
envoyez vos billets, vos réactions à :
« contacter l'équipe ».